



Fraudcast histoires de tromperies et de trahisons



Épisode 4 : Un organisme de charité pour moi

Jazz Clemente

Bonjour à tous, et merci d'écouter le balado Fraudcast de KPMG au cours duquel nous discutons des cas de fraude qui font la une de l'actualité pour comprendre ce qui s'est passé et en tirer des leçons. Je m'appelle Jazz Clemente.

Frédéric LeBlond

Et je suis Frédéric LeBlond.

Jazz Clemente

Nous sommes tous deux conseillers principaux au sein du groupe Juricomptabilité de KPMG au Canada.

Frédéric LeBlond

Les histoires dont il sera question dans cette série sont des cas réels, mais les noms ont été changés pour protéger pour la vie privée de toutes les personnes concernées. Bien que KPMG n'a pas travaillé sur ces affaires en particulier, nous nous penchons souvent sur des cas semblables à ceux dont il est question ici et qui sont connus du public.

Jazz Clemente

Dans cet épisode, nous parlerons de l'histoire d'un homme qui a profité d'un organisme dont le mandat était d'aider les gens dans le besoin. Un ancien directeur général d'un organisme de bienfaisance en Ontario est recherché par la police relativement à des allégations selon lesquelles il aurait détourné jusqu'à 365 000 \$ de fonds publics et de dons. Voici l'histoire de Patrick Yasin.

Le crime commis porte le nom d'usage de faux. Fred, pouvez-vous expliquer à nos auditeurs en quoi consiste ce type de crime?

Frédéric LeBlond

Avec plaisir. L'usage de faux se produit lorsqu'une personne publie ou utilise sciemment un document contrefait, qu'il s'agisse d'un document financier, d'un document juridique

ou d'un autre document avec l'intention de tromper ou de frauder autrui.

Jazz Clemente

Merci Fred. Southbank Community Services, SCS pour faire court, gère un programme de parrainage de réfugiés qui détient des millions de dollars en fiducie dans le cadre de parrainage familial. Ils offrent également des services d'établissement aux nouveaux arrivants et du soutien aux aînés de la communauté. L'organisme de bienfaisance enregistré a été fondé il y a 40 ans et reçoit la majeure partie de son financement annuel d'un million de dollars de la part d'autres organismes de bienfaisance, de la ville et du gouvernement.

Quand Yasin était le directeur général, il aurait utilisé les fonds de l'organisme de bienfaisance pour acheter un VUS en son nom propre et payer des services réalisés pour sa conjointe. En plus de cela, il aurait aussi prêté de l'argent à la société pour acheter un condo. Yasin a utilisé plus de 54 000 \$ en fonds de SCS pour acheter un Toyota 4-Runner 2018 en son propre nom en décembre 2020. Les documents de demande de chèque falsifiés pour l'achat prétendaient que le VUS avait été payé par une subvention accordée à SCS pour un véhicule de livraison de nourriture.

L'organisme de bienfaisance qui aurait fourni la subvention a déclaré par la suite qu'il n'avait jamais accepté de financer l'achat d'un véhicule. Yasin a signé deux chèques à son épouse pour plus de 12 000 \$ et 8 000 \$ chacun, en juillet et en décembre 2020, respectivement. Ces derniers ont été appuyés par des accords de services correspondants falsifiés selon lesquels sa conjointe aurait fourni de la formation en entrepreneuriat féminin et des ateliers sur la santé mentale.

Le personnel, ainsi qu'un rapport interne, dit que ces services n'ont jamais été fournis. Les dossiers de la société montrent que Yasin est administrateur et actionnaire de Corner Canadian Investment Corporation, CCIC. Il est

allégué que le frère de Yasin était également administrateur et actionnaire de la société, et que les 290 000 \$ fournis au CCCI ont servi à acheter un condo en Ontario au nom du frère de Yasin. Tout cela a été fait sous prétexte qu'il s'agissait d'un investissement immobilier de SCS.

Ici, nous voyons une série de documents qui ont servi à dissimuler la destination réelle de l'argent.

Frédéric LeBlond

Je veux juste souligner le fait que Patrick Yasin n'a pas seulement utilisé à mauvais escient les fonds auxquels il avait accès, ce qui serait du détournement de fonds, un crime assez grave en soi. En réalité, non seulement a-t-il fait une utilisation frauduleuse des fonds, mais il est aussi allé jusqu'à fournir de fausses preuves que les fonds étaient utilisés correctement pour cacher sa trace. Il s'agit d'une infraction bien pire, car les efforts déployés pour réaliser la fraude sont beaucoup plus importants.

Jazz Clemente

Cela rend certainement le cas bien pire, quoique plus intéressant. Yasin a été licencié en janvier 2021 après que le conseil eut découvert qu'il avait commis une faute alléguée. Après son licenciement, l'organisme de bienfaisance a intenté un procès à l'ancien directeur général et à sa société et a recouvré 305 000 \$, qui concernait le prêt, plus les intérêts. Les parties prenantes n'ont été informées de la situation que huit mois plus tard, lorsque le personnel de SCS a pris l'initiative de leur faire part de leurs préoccupations et de demander une enquête indépendante en septembre dernier.

Un groupe d'employés a déclaré aux informations qu'ils avaient rapporté ce qui était arrivé aux bailleurs de fonds en dernier recours, parce que leurs efforts internes pour faire déclencher une enquête externe n'allaient nulle part. Ils ont dit qu'ils s'inquiétaient particulièrement du président du conseil d'administration, Adam Taleb, qui a pris le pouvoir en tant que nouveau directeur général en remplacement de Yasin. C'était en dépit du fait qu'il était celui qui signalait les chèques en question, et qu'il avait approuvé le prêt que Yasin aurait détourné.

Frédéric LeBlond

Il semble qu'il y ait eu collusion.

Jazz Clemente

En effet. Cependant, comme les enquêtes n'ont abouti à rien, il n'y avait aucune preuve. Taleb a dit qu'il avait signé

les chèques au concessionnaire Toyota et à la femme de Yasin parce qu'ils avaient les pièces justificatives nécessaires.

Frédéric LeBlond

Je me demande s'il les a même lus.

Jazz Clemente

S'il l'a fait, il n'a probablement pas regardé d'assez près. Francis Saad était l'un de ces lanceurs d'alerte. Il a travaillé pendant plus de 16 ans pour SCS en tant que conseiller en établissement des réfugiés, jusqu'à ce qu'il soit licencié en janvier 2022 pour violation de la confidentialité. Il a envoyé une série de courriels à la direction, au personnel et à d'anciens membres du conseil d'administration pour demander une enquête externe. Saad a noté que la situation avait causé beaucoup de détresse émotionnelle aux employés, et que la lutte n'avait pas été facile pour eux.

Sofia Aballa, qui travaille en tant que conseillère en établissement au SCS depuis plus de 20 ans, ressent aussi colère et frustration depuis que ces événements ont lieu, soit plus de deux ans maintenant. Aucun des problèmes de financement allégués n'a été signalé à la ville et aux organismes de bienfaisance jusqu'à ce que Saad, Aballa et deux autres employés aient déposé des plaintes écrites aux bailleurs de fonds en septembre 2021.

Les employés ont également signalé les allégations de détournement de fonds de bienfaisance dans le répertoire des organismes de bienfaisance des agences du revenu du Canada, parce qu'ils allèguent que la direction a refusé de le faire. Adam Taleb, l'actuel directeur général, avait alors indiqué qu'ils allaient rendre compte des actions de Yasin dans le cadre de leur rapport annuel 2021.

Frédéric LeBlond

Un instant, c'est le directeur dont les employés se méfient, n'est-ce pas?

Jazz Clemente

Exactement!

Frédéric LeBlond

Dans ce cas, nous devons certainement prendre ses paroles avec un grain de sel.

Jazz Clemente

Malheureusement, l'ARC a dit qu'elle ne pouvait pas confirmer si elle avait reçu ou non la plainte en raison des

dispositions de confidentialité de la Loi sur l'impôt sur le revenu. Les seules mesures de cette agence relativement aux organismes de bienfaisance enregistrés ont lieu lorsqu'il faut donner une amende à ces organismes ou révoquer leur statut d'organisme de bienfaisance. Selon un conseiller juridique qui travaille pour des organismes de bienfaisance, ces dispositions de confidentialité et la réduction des audits annuels des organismes de bienfaisance par l'ARC au cours des dernières années font de ce secteur un véritable Far West.

Compte tenu de ces limites, les donateurs, les bailleurs de fonds et, la plupart du temps, les médias font office d'organisme de surveillance la plus efficace du secteur caritatif au Canada.

À la fin de cette histoire, l'équipe juridique de Yasin a refusé de commenter davantage le mandat d'arrêt de la police, puisqu'elle a soi-disant réglé 98 % de toutes les questions en suspens.

Quant à Saad, Aballa et les autres employés, ils espèrent simplement que leurs plaintes seront réglées afin qu'ils puissent se concentrer sur l'aide à leur communauté au moyen des différents programmes gérés par SCS. Ils continuent à se passionner pour l'aide aux réfugiés et à leur installation au Canada.

Il y a deux aspects à examiner dans cette affaire. Premièrement, la propension des organismes de bienfaisance à se faire frauder, et deuxièmement, l'importance d'un système de dénonciation. Avant, je veux savoir ce que vous pensez de cette histoire, Fred.

Frédéric LeBlond

C'est une histoire très intéressante avec beaucoup de couches et de ramifications. La fraude qui est commise est déjà assez grave, et je trouve particulièrement frustrante la quantité de travail que le personnel a dû abattre pour faire déclencher une enquête et les représailles qu'il a dû subir plutôt que de voir leur honnêteté et leur intégrité sont récompensées. Perdre son emploi ne devrait jamais être une préoccupation quand on fait ce qui est juste.

Honnêtement, il ne s'agit pas seulement de ne pas avoir à subir de représailles. Les dirigeants doivent se rendre compte que la fraude finira par leur nuire, ainsi qu'à leur organisme, même si elle en profite à court terme. Ils devraient accorder de la valeur à ces personnes qui s'expriment quand quelque chose ne va pas.

Jazz Clemente

Vous avez parfaitement raison, et je suis d'accord avec vous. Comme je l'ai mentionné plus tôt, les organismes de bienfaisance ont tendance à se faire frauder. Les OSBL font face à de nombreux défis particuliers et importants, ce qui les expose davantage à des stratagèmes frauduleux. Ils sont plus susceptibles de faire l'objet de fraude parce que leurs ressources sont limitées.

Pour réduire les coûts au minimum, un grand nombre d'OSBL travaillent avec du personnel réduit et confient beaucoup de pouvoirs aux responsables en poste. Puisqu'il y a moins de mesures de contrôle, les OSBL sont plus vulnérables à la fraude. Selon une publication de 2020 de l'Association of Certified Fraud Examiners (ACFE), les trois principales failles sont le manque de mesures de contrôle internes, l'absence de revue par la direction et le contournement des mesures de contrôle existantes.

39 % des auteurs de fraudes à l'égard d'OSBL sont des propriétaires ou des membres de la haute direction, la perte médiane étant de 250 000 \$. C'est suivi de gestionnaires ou de superviseurs, qui sont impliqués dans 35 % des cas, cette fois avec une perte médiane plus faible, de 95 000 \$. Seulement 23 % des fraudes sont le fait d'employés, avec une perte médiane de 21 000 \$.

Frédéric LeBlond

On dit que quand vous pointez un doigt sur quelqu'un, il y a trois autres doigts qui pointent vers vous. Non seulement la perte médiane est beaucoup plus élevée, mais la proportion de dirigeants d'OSBL qui commettent des fraudes est également plus élevée. Il n'y a vraiment pas d'autre façon de voir ça. Les programmes de gestion de la fraude doivent évaluer adéquatement le risque de fraude au niveau de la direction et y réagir, et pas seulement pointer du doigt le personnel. À mon avis, c'est aussi pour cette raison qu'il est si important que les dirigeants fassent la promotion de la culture éthique de l'organisme et donnent un ton approprié à la direction.

Jazz Clemente

Les stratagèmes de fraude courants comprennent le remboursement d'articles personnels, le recours à des fournisseurs de services de l'OSBL à des fins personnelles et la remise de chèques à eux-mêmes ou aux membres de leur famille. Comme dans le cas d'aujourd'hui, la détection de la fraude dans un OSBL est assez difficile. Seulement 6 % des cas de fraude sont décelés par examen de

documents, 7 % par hasard, 13 % à la suite d'une revue de la direction et 17 % après un audit interne. La plus grande part des cas découverts, soit 40 %, le sont par des tuyaux ou des plaintes. Cela nous amène à notre prochain sujet, l'importance d'un système de dénonciation.

Fred, expliquez à nos auditeurs ce qu'est un système de dénonciation.

Frédéric LeBlond

Certainement. Un système de dénonciation est un processus par lequel les employés peuvent révéler des informations sur les activités inappropriées qui se déroulent au sein de leur organisme. Il peut s'agir d'une ligne téléphonique confidentielle, d'un système de messagerie ou d'un autre système de signalement; ce système peut aussi être confié à l'externe, à un fournisseur de services. L'identité du lanceur d'alerte est habituellement cachée.

Jazz Clemente

Merci, Fred. Dans le cas de SCS, les employés ont vraiment essayé de signaler l'inconduite de Yasin. Cependant, ils ont subi les représailles de la part d'un des employés, Saad, et ont été licenciés. Comme le montrent les données recueillies par ACFE, la fraude dans les OSBL est principalement découverte au moyen de dénonciations ou de plaintes. Le recours à un système de dénonciation anonyme par les employés pourrait vraiment aider à prévenir la fraude dans les OSBL. Cela encouragerait les employés à exprimer leurs préoccupations sans crainte de représailles.

Ça peut être difficile à mettre en place, étant donné que les OSBL ont des ressources limitées. Cependant, ce type de système pourrait devenir nécessaire si on souhaite voir une diminution de la fraude. Parmi les autres mesures préventives, mentionnons l'amélioration de la surveillance exercée par le conseil d'administration, l'élaboration de politiques et de procédures écrites et la mise en place de mesures de contrôle internes plus rigoureuses. J'espère que les gens qui sont à l'écoute, en particulier ceux qui œuvrent dans le secteur des OSBL, resteront vigilants à l'égard de ceux qui veulent tirer parti d'organismes destinés à aider les gens dans le besoin. Cela montre vraiment que les fraudeurs n'arrêteront devant rien pour obtenir ce qu'ils veulent.

Frédéric LeBlond

Espérons que nous verrons au fil du temps une diminution des fraudes à grande échelle comme celles-ci, et les lanceurs d'alerte seront mieux considérés.

Jazz Clemente

Karen Grogan, associée de KPMG au groupe Juricomptabilité du sud-ouest de l'Ontario, se joint à nous pour cet épisode en tant qu'invitée spéciale. Elle compte 30 ans d'expérience dans les enquêtes sur les fraudes commises par des employés ou des sociétés, les escroqueries à l'investissement et le soutien en cas de litige. Elle a coécrit l'article de KPMG « Boards Beware and Be Prepared! Fraud in the Not-For-Profit Sector. »

Karen Grogan

Merci de m'avoir invitée.

Jazz Clemente

Merci, Karen. Nous sommes très heureux de vous compter parmi nous! Je comprends que la fraude est assez courante dans les organismes sans but lucratif et les organismes de bienfaisance. Pourquoi?

Karen Grogan

La triste réalité est qu'ils sont plus à risque de fraude en raison de ce que je considère comme trois principaux facteurs. En général, ils manquent de personnel parce qu'ils n'ont pas beaucoup de fonds, ils accordent trop de pouvoir et de confiance au directeur général ou à la direction, et les mesures de contrôle internes sont absentes ou insuffisantes. Ensemble, ces trois facteurs sont autant d'occasions pour un employé de commettre une fraude.

Jazz Clemente

Quel genre de fraude se produit dans ces organismes?

Karen Grogan

Je dirais que les stratagèmes de fraude les plus courants que je vois dans les organismes à but non lucratif sont les cas où les employés demandent le remboursement d'articles personnels, comme les voyages, les repas et les vêtements, soit par compte de frais, soit en se servant directement de la carte de crédit de l'organisme, qui les paie ensuite automatiquement. Ils font appel aux fournisseurs de services de l'organisme pour obtenir des services personnels comme l'aménagement paysager ou l'entretien, tous payés par l'organisme sans but lucratif. Ils signent des chèques non autorisés ou se font des virements électroniques directs à eux-mêmes ou aux membres de leur famille. Ils volent des dons en espèces. Ils approuvent des dépenses qui ne sont pas liées à l'objectif de l'organisme. Ils emploient aussi des parents et des amis et leur versent des salaires excessifs, et

attribuent parfois des contrats de fournisseur à des proches ou à des amis souvent à des prix plus élevés que la normale.

Jazz Clemente

Quels sont les comportements d'un fraudeur ou les principaux indicateurs qu'une fraude pourrait avoir lieu dans un organisme sans but lucratif?

Karen Grogan

Permettez-moi de prendre un peu de recul avant de discuter de comportements, parce que cela dépend vraiment du rôle de la personne au sein de l'organisme. Peu importe le rôle, le fraudeur occupe généralement une position de confiance. Si, par exemple, le directeur général est un fraudeur, nous avons remarqué qu'il s'agit habituellement d'un employé de longue date, qui est parfois là depuis la création de l'organisme. Certains des comportements ou caractéristiques dont nous avons été témoins comprennent le fait d'agir comme si l'organisme leur appartenait, le fait de dépenser des fonds comme bon leur semble. Un certain flou peut entourer des actions qui seraient autrement considérées comme contraire à l'éthique. Il peut arriver qu'ils traitent mal les autres employés, allant même jusqu'à les intimider. Ils font des exceptions à la règle, par exemple, en accordant des fonds à des personnes ou à des projets inappropriés qui entrent en conflit avec le mandat de l'organisme, ils contrôlent qui fait partie du conseil d'administration, et ils n'obtiennent pas l'approbation du conseil quand les règles l'exigent.

Bien sûr, il n'est pas nécessaire que tous ces comportements soient présents pour que la fraude se produise.

Jazz Clemente

S'il est établi qu'il y a fraude, ou si vous avez des préoccupations au sujet de la fraude, quelles mesures devriez-vous prendre?

Karen Grogan

Vous voudrez agir rapidement, avec soin. Vous voudrez obtenir des conseils d'un avocat. Habituellement, nous constatons que le fraudeur présumé est mis en congé avec solde pendant l'enquête. Vous voudrez vous assurer d'interdire au fraudeur l'accès à l'organisme et à ses systèmes informatiques pour que la fraude puisse cesser. Assurez-vous de protéger tous les documents et les

appareils électroniques qui peuvent contenir des preuves de la fraude.

Prenez les dispositions pour qu'une véritable enquête soit menée, et si vos doutes sont confirmés et qu'il y a bel et bien eu de la fraude, peut-être souhaitez-vous obtenir le rapport d'un juricomptable pour quantifier les pertes subies par l'organisme. Ce rapport pourra servir à recouvrer les pertes auprès des compagnies d'assurance, à tenter des poursuites au civil ou à porter plainte au criminel.

Jazz Clemente

Avez-vous des conseils à donner aux OSBL sur la façon dont ils pourraient prévenir la fraude?

Karen Grogan

Certainement. L'une des choses les plus importantes à faire pour prévenir la fraude est d'avoir des contrôles internes rigoureux et une surveillance exercée par le conseil d'administration. Vous voudrez donner le bon ton à la direction et fournir des directives claires et éthiques au moyen de politiques et de procédures écrites. Vous voudrez inclure non seulement un code de conduite qui décrit quels comportements sont acceptables, mais aussi ceux qui ne sont pas acceptables, et ne seront pas tolérés.

Il n'y a pas de méthode universelle de prévention de la fraude. Un organisme pourrait envisager d'effectuer une évaluation du risque de fraude afin de mieux cibler les risques les plus élevés et d'atténuer ces risques. Si vous ne pouvez prévenir la fraude, vous voudrez vous assurer de la détecter. L'une des meilleures façons de la détecter est de passer par une ligne de dénonciation, et vous voudrez vous assurer d'avoir des lignes directrices claires sur les signalements. Il faudra que les appels des lanceurs d'alerte soient acheminés à la bonne personne, une personne qui peut agir face aux préoccupations soulevées.

L'autre chose que je suggère fortement est que l'organisme ait une assurance contre la malhonnêteté des employés, qui peut couvrir les pertes causées par la fraude ainsi que les honoraires comptables de juricomptabilité pour quantifier les pertes, parce que la dernière chose que vous souhaitez, c'est d'avoir à couvrir le coût d'une enquête après que votre organisme ait subi une fraude.

Jazz Clemente

Merci pour toute cette information, Karen, et merci beaucoup d'avoir été des nôtres aujourd'hui.

Karen Grogan

Merci beaucoup, Jazz. Très heureuse d'avoir été des vôtres.

Jazz Clemente

Nous aimerions lors de chacun de nos épisodes vous proposer des conseils pour mieux vous sensibiliser à la fraude. Voici Fred avec notre stratagème de fraude de la semaine, la surfacturation, qui est aussi une forme de corruption.

Frédéric LeBlond

Merci Jazz. Je ne sais pas pour vous, mais est-ce que vous avez l'impression que vos fournisseurs vous coûtent de plus en plus cher? Ça doit être toute cette inflation. Hé, attends une minute. Est-ce que votre agent d'approvisionnement vient au travail en Corvette neuve? Je me demande comment il fait.

Il arrive que des entreprises utilisent illégalement des systèmes de commissions occultes pour soudoyer des personnes afin qu'elles leur donnent ce qu'elles veulent. Des commissions occultes, des pots-de-vin, des dessous-de-table, c'est lorsque vous promettez à quelqu'un une part de vos produits de la fraude en échange de leur participation au système. Ça pourrait être quelque chose comme, « Hé, si tu me donnes ce contrat, tu pourras obtenir 10 % de ce que nous gagnerons. »

Cela se produit souvent dans le cadre de stratagèmes de fraude par surfacturation. Un système de surfacturation, c'est lorsqu'un fournisseur facture une entreprise un montant supérieur dans le but de recevoir plus de fonds que le montant auquel il a droit. Toutefois, une telle facture pourrait être rejetée si le responsable des achats ne coopère pas. Dans ce cas, le fournisseur offre de rembourser l'employé en lui proposant un pot-de-vin.

Jazz Clemente

Comment peut-on gérer ce type de risque?

Frédéric LeBlond

Malheureusement, ces stratagèmes peuvent être très difficiles à détecter, étant donné qu'ils se produisent à la fois à l'interne et externe. Les paiements effectués dans le cadre de systèmes de surfacturation peuvent être retracés en obtenant des informations sur les comptes bancaires, des pièces justificatives et des registres comptables de la part de l'agent d'approvisionnement qui a effectué le paiement et du fournisseur. Certains aspects peuvent indiquer qu'il y a eu

surfacturation, comme les notes sur la facture qui énumèrent des frais supplémentaires ou spéciaux, surtout lorsqu'aucune livraison n'est requise, les écarts entre le bon de commande et la facture, ou les montants anormalement élevés qui n'ont rien à voir avec les montants habituels.

Surveillez les signaux d'alerte suivants dans votre système d'approvisionnement. Chez les employés, les signaux d'alerte incluent un taux de réussite élevé dans les marchés où l'on sait que la corruption est très présente, un mode de vie extravagant ou des pressions personnelles extrêmes, une tendance à s'insérer là où ils n'ont normalement rien à faire, revendiquer l'autorité là où ils ne sont pas responsables, et trouver des excuses pour les erreurs de tiers.

Les signaux d'alerte dans le cas des tiers comprennent l'offre courante de cadeaux inappropriés, la prestation de travail de mauvaise qualité tout en continuant de remporter des contrats, l'imposition de prix élevés pour des biens ou des services communs, le fait d'accepter les transactions en espèces seulement, ou l'adresse de l'entreprise qui correspond à celle d'un employé. Si vous remarquez ces signaux d'alerte, assurez-vous d'agir rapidement, parce qu'il se pourrait que vous soyez aux prises avec un stratagème de surfacturation.

Les professionnels en juricomptabilité de KPMG aident leurs clients à modifier leurs méthodes de détection, d'atténuation et de gestion des risques, leur faisant ainsi gagner temps et argent. Nous aidons les particuliers et les organisations à se tenir au fait de la fraude, et nous serions ravis de vous aider. Au nom de toute l'équipe de Juricomptabilité de KPMG au Canada, je vous remercie d'avoir écouté cet épisode du balado Fraudcast de KPMG.

Jazz Clemente

Nous espérons vous retrouver bientôt.